

# Procès-verbal de la réunion annuelle du conseil d'administration

**VENDREDI 26 SEPTEMBRE 2014 – 14 H 30 HEURE DE L'EST / 11 H 30  
HEURE DU PACIFIQUE**

---

Le conseil d'administration de Western Climate Initiative, Inc. (le « Conseil ») a tenu sa réunion annuelle le 26 septembre 2014 à Montréal, Québec. Le Conseil a élu les agents, désigné les membres des comités et discuté de potentielles modifications à la Politique de gestion des fonds. Le Conseil a ensuite convenu d'une réunion des directeurs (fermée) pour discuter de questions relatives à l'approvisionnement et au personnel. La réunion a été ouverte par le président, Matthew Rodriquez, à 11 h 33, heure du Pacifique / 14 h 33, heure de l'Est. Jennifer Major était responsable du procès-verbal de la rencontre. Une interprétation consécutive français-anglais a été fournie au cours de la séance ouverte. Trois membres du public ont assisté à la rencontre en personne et trois autres par téléphone.

## Personnes présentes

Les directeurs suivants étaient présents, permettant de respecter le quorum prévu par les règlements administratifs :

- Matthew Rodriquez, président
- Geneviève Moisan, vice-présidente
- Guylaine Bouchard
- Jean-Yves Benoit
- Mary Nichols, trésorière (au téléphone)
- Tim Lesiuk, secrétaire (au téléphone)
- Alain Houde, non votant (au téléphone),

Autres personnes présentes :

- Patrick Cummins, directeur général, WCI, Inc.
- Michael Gibbs et Mark Wenzel, État de la Californie (au téléphone)
- Dave Tiffin, province de l'Ontario (au téléphone)
- Lee Alter, gestionnaire de projets, WCI Inc. (au téléphone)
- Jennifer Major, Ross Strategic (au téléphone)
- Linda Corriveau, traductrice de Lionbridge

M. Rodriquez a souhaité la bienvenue à Glen Murray, ministre de l'environnement et des changements climatiques de la province de l'Ontario. Mme Moisan a remarqué que la prochaine réunion du Conseil serait une excellente occasion de discuter des résultats de la première vente aux enchères conjointe

Californie-Québec et de partager des idées pour continuer à encourager la collaboration et de nouveaux partenariats au moyen des programmes de plafonnement et d'échange. Elle a ensuite remercié le public et le ministre Murray pour leur participation à la réunion d'aujourd'hui.

## **I. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 9 juillet 2014**

Mme Moisan a indiqué qu'il fallait apporter quelques corrections mineures à la traduction française du procès-verbal et que M. Benoit et elle-même allaient envoyer leurs commentaires à M. Cummins par courriel. M. Rodriguez a proposé que la version anglaise soit votée et que la version française soit publiée après correction. Mme Nichols a présenté une proposition pour l'approbation de la version anglaise du procès-verbal du conseil d'administration du 9 juillet 2014. La motion a été appuyée par Mme Moisan et a été approuvée à l'unanimité par le Conseil.

## **II. Élection des agents et désignation des membres des comités permanents pour 2015**

### **Agents**

Les règlements administratifs prévoient que le Conseil élit les agents et désigne les membres des comités permanents chaque année. Tous les agents actuels ont manifesté leur intérêt et leur volonté de rester en poste. En vertu des règlements administratifs, Tim Lesiuk, qui a œuvré comme secrétaire pendant trois mandats, doit céder sa place. Dans un an, il sera à nouveau éligible à ce poste. Il siègera cependant au comité exécutif étant donné que les règlements administratifs exigent un représentant de chaque juridiction participante. Mme Cummins a indiqué que Jean-Yves Benoit est le seul membre du Conseil disponible pour assumer la responsabilité de secrétaire et M. Benoit a déclaré qu'il accepte le poste pour l'année 2015. M. Rodriguez a remercié M. Lesiuk pour son apport excellent à WCI, Inc. en tant que secrétaire.

M. Benoit a présenté une proposition relativement à la résolution suivante, qui a été appuyée par Mme Nichols et approuvée à l'unanimité par le Conseil :

***II EST RÉSOLU*** que les personnes suivantes soient élues aux postes indiqués à côté de leurs noms respectifs afin de servir jusqu'à la prochaine réunion annuelle du conseil d'administration et jusqu'à ce que leurs successeurs soient dûment élus et qualifiés :

- Président : Matthew Rodriguez
- Vice-présidente : Geneviève Moisan
- Trésorière : Mary Nichols
- Secrétaire : Jean-Yves Benoit

### **Comités**

#### **a. Comité exécutif**

En vertu des règlements administratifs, les membres du comité exécutif doivent compter quatre agents et au moins un administrateur de catégorie A pour chaque juridiction participante. Le président du Conseil est le président du comité exécutif. Le Conseil peut également désigner des administrateurs supplémentaires pour siéger aux comités permanents.

Mme Moisan a présenté une proposition afin que les agents nouvellement élus ainsi que Tim Lesiuk soient membres du comité exécutif. La motion a été appuyée par M. Lesiuk et a été approuvée à l'unanimité par le Conseil.

***II EST RÉSOLU** que le comité exécutif soit composé des quatre agents et de Tim Lesiuk.*

#### **b. Comité de vérification**

M. Cummins a rappelé l'objectif du comité de vérification et ses pouvoirs en vertu des règlements administratifs. Le comité de vérification a pour responsabilité de régler tout problème relatif à la qualité et à l'intégrité des pratiques de la Société en matière de comptabilité, de vérification et de production de rapports. La Charte du comité de vérification contient les exigences spécifiques au comité de vérification. Ses membres actuels sont M. Rodriquez, Mme Moisan et M. Lesiuk. Tous les membres actuels ont manifesté leur intérêt et leur volonté de rester en poste. Sur une proposition de M. Benoit appuyée par Mme Nichols, le Conseil a approuvé à l'unanimité les membres du comité de vérification pour l'année 2015 :

***II EST RÉSOLU** que le comité de vérification soit composé des administrateurs suivants :  
Matthew Rodriquez, Geneviève Moisan et Tim Lesiuk.*

#### **c. Comité des finances**

M. Cummins a rappelé l'objectif du comité des finances et ses pouvoirs en vertu des règlements administratifs. Le comité des finances conseille le trésorier et le Conseil en matière de gestion des fonds, de budget, de déclarations fiscales et de politique fiscale générale pour la Société. La trésorière, qui est actuellement Mary Nichols, est présidente du comité des finances. Les autres membres actuels sont M. Benoit et Nancy Skinner, membre de l'Assemblée de la Californie, qui ne possède pas de droit de vote. M. Cummins s'est adressé à M. Lesiuk pour inviter, si elle le souhaite, la province de la Colombie-Britannique à nommer un autre membre pour siéger au comité en remplacement de James Mack, qui a démissionné plus tôt dans l'année, et ce, bien que les règlements administratifs ne prévoient que deux administrateurs pour y siéger. Mme Skinner étant absente, M. Cummins a proposé que le Conseil lui demande de confirmer ou non son intérêt et suggère de la nommer temporairement en attendant une confirmation de sa part. Sur une proposition de Mme Moisan appuyée par

M. Rodriguez, le Conseil a approuvé à l'unanimité les membres du comité des finances pour l'année 2015 :

***II EST RÉSOLU** que le comité des finances soit présidé par la trésorière et soit composé des administrateurs suivants : Jean-Yves Benoit, Mary Nichols et Nancy Skinner.*

### **III. Politiques de la Société**

#### **a. Politique et lignes directrices en matière d'éthique et de conflit d'intérêts**

Depuis trois ans, WCI dispose d'une politique et de lignes directrices en matière d'éthique et de conflit d'intérêts. Ce document a été révisé et modifié en 2013 par Cliff Case, conseiller juridique de WCI, Inc. M. Cummins a expliqué qu'aucun changement n'a été apporté à la politique depuis 2013. Néanmoins, il est demandé aux administrateurs de signer ce document chaque année. Ainsi, ils reconnaissent qu'ils comprennent leurs devoirs et obligations, notamment leurs obligations fiduciaires, décrits dans le document. Le document est affiché sur le site web de WCI, Inc. et est accessible à tous. Aucune action n'est requise de la part du Conseil pour le moment; il s'agit simplement d'un rappel du renouvellement des signatures.

### **IV. Rapport du comité des finances**

#### **a. Évaluation de la trésorière sur la conformité à la politique de gestion des fonds**

WCI, Inc. dispose d'une politique de gestion des fonds établissant les exigences en matière de gestion des fonds de la Société. Cette politique prévoit que le trésorier ou la trésorière prépare et présente au moins une fois par année au Conseil une évaluation de la conformité à cette politique. Mme Nichols, trésorière, a transmis son évaluation écrite au Conseil avant la réunion. Le document est également disponible sur le site web de WCI, Inc. Selon Mme Nichols, WCI, Inc. est en conformité avec sa politique de gestion des fonds. Les administrateurs ont remercié Mme Nichols pour son évaluation.

Le public et le Conseil n'ont formulé aucune question, ni aucun commentaire à propos de la version anglaise du rapport. Cependant, la version française nous est parvenue peu de temps avant la réunion et il a été demandé aux membres du Québec de consulter ce document et de proposer d'éventuels changements qu'ils jugeraient nécessaires.

Michael Gibbs a demandé des éclaircissements sur un élément de la page 6 du rapport. Il est recommandé au Conseil de demander au comité des finances d'examiner le taux d'attribution d'actifs stipulé dans la politique de gestion des fonds. Il est suggéré de réviser les exigences selon lesquelles

25 % des actifs doivent être détenus en liquidités. Le directeur général a mis en place un système de gestion des fonds permettant de gérer les liquidités de manière plus efficace tout en se conformant aux exigences stipulant que les fonds doivent être assurés par la FDIC ou détenus sous forme de bons du Trésor des États-Unis. Mme Nichols a reconnu que la politique actuelle est probablement trop restrictive et qu'elle entraîne une charge de travail supplémentaire inutile. Le comité devrait se pencher sur ce problème et soumettre au Conseil de nouvelles exigences après examen.

Le président, M. Rodriguez, a demandé au comité des finances de revoir la possibilité de modifier la politique actuelle concernant le pourcentage des actifs devant être détenus en liquidités et de soumettre ses recommandations au Conseil. Mme Nichols a accepté cette tâche au nom du comité.

#### **b. Rapport sur la situation financière et examen du budget**

M. Cummins a présenté le dernier rapport sur la situation financière, y compris les recettes et les dépenses de 2014 à ce jour, les prévisions de trésorerie pour le reste de 2014 et l'année civile 2015, et les travaux en cours pour affiner les dépenses prévues en 2015 et 2016. M. Cummins a fait référence aux rapports sur la trésorerie et la situation financière, qui sont accessibles au public sur le site web de WCI, Inc.

M. Cummins a passé en revue le premier document, le rapport sur la situation financière, qui compare les dépenses de l'année jusqu'à la fin août par rapport au budget annuel, selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le rapport contient également les prévisions de trésorerie pour le reste de 2014, ainsi que le budget adopté pour l'année 2015. WCI, Inc. prévoit actuellement de terminer l'année 15 % en dessous du budget établi pour 2014. Plusieurs facteurs expliquent ceci : les contrats de services ont respecté le budget, l'embauche de personnel supplémentaire a été retardée, et les dépenses de fonctionnement sont restées bien en deçà du budget prévisionnel. M. Cummins a demandé s'il y a des questions sur le budget 2014. Il n'y a pas eu de questions, ni de commentaires.

Au cours de la dernière réunion, le Conseil avait demandé qu'un examen du budget adopté pour 2015 et des prévisions de dépenses pour 2016 soit conduit et présenté avant la fin 2014. Cet examen est en cours, mais le Conseil doit préciser davantage les directives en matière d'approvisionnement et de personnel avant que les prévisions pour 2016 puissent être ajustées. La réunion des directeurs (fermée) qui suivra cette séance publique permettra de discuter des questions d'approvisionnement et de personnel. Les propositions de modifications sur le budget prévisionnel de 2015 et les prévisions de dépenses pour le budget 2016 feront l'objet de discussions au cours de la prochaine réunion du Conseil qui aura lieu avant la fin de cette année. La 20<sup>e</sup> Conférence annuelle des Parties signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques se tiendra durant les deux premières semaines de décembre 2014. Par conséquent, Mme Nichols a suggéré que la prochaine réunion du Conseil de WCI, Inc. aie lieu à la fin novembre ou durant la première semaine de décembre afin de réduire les risques de conflits de calendriers.

Ensuite, M. Cummins a présenté le second document, qui porte sur les prévisions de trésorerie. Le rapport montre que WCI, Inc. est en bonne santé financière et qu'aucun problème n'est attendu pour l'année 2015. La trésorerie représente l'encaisse et les paiements prévus de la part de la Californie et du Québec conformément aux accords de financement conclus. M. Cummins a indiqué que les paiements des deux entités ont été effectués en temps voulu au cours de 2014. M. Cummins a souligné quelques points au sujet des prévisions. Tout d'abord, la Californie réalisera son paiement final pour 2015 au premier trimestre de 2016. Ensuite, les dépenses totales comprennent toutes les dépenses mensuelles de la Société. Enfin, comme cela vient d'être mentionné, des dépenses d'approvisionnement supplémentaires pourraient s'ajouter au budget 2015 et avoir des répercussions sur la trésorerie.

M. Rodriquez a remercié M. Cummins pour ces mises à jour.

## **V. Les commentaires du public**

Un représentant de Gaz Métro, le principal fournisseur de gaz naturel au Québec, a souhaité la bienvenue aux administrateurs présents à Montréal et les a remerciés pour tout le travail effectué depuis la création de WCI, Inc. Il a déclaré qu'un marché composé uniquement de deux entités n'est pas idéal et qu'il aimerait voir d'autres entités se joindre au marché. Les représentants du gouvernement ont ajouté qu'ils partagent ce point de vue. Il a demandé au Conseil quel plan pourrait être mis en œuvre par WCI, Inc. pour attirer de nouveaux partenaires qui agrandiraient le marché.

M. Rodriquez a répondu qu'en plus de la Californie et du Québec, la Colombie Britannique est une juridiction participante et que l'Ontario peut devenir un territoire participant de WCI, Inc. En outre, les règlements administratifs peuvent être modifiés de façon à permettre à d'autres juridictions à adhérer. Mme Nichols a ajouté que WCI, Inc. est une entité destinée à conduire des programmes de plafonnement et d'échange et que, en tant que telle, elle a des moyens limités pour mener des activités de sensibilisation. Ce groupe n'a pas pour objectif d'étendre le marché, mais les juridictions intéressées peuvent commencer à travailler ensemble.

Le représentant de Gaz Métro a indiqué que depuis janvier 2013, des centaines d'entreprise se soumettent à des règles de plafonnement et d'échange, et d'ici 2015, encore plus d'entreprises seront concernées. Comment WCI, Inc. pourra-t-elle aider à informer les diverses entités de ces évolutions? M. Rodriquez a déclaré que la Californie et le Québec continuent d'expliquer les exigences de leurs programmes de plafonnement et d'échange aux entités concernées. Mme Moisan a ajouté que chaque juridiction a la responsabilité d'informer les entités concernées.

Le représentant de Gaz Métro a finalement demandé au Conseil ce qu'il pense du déséquilibre présumé de l'offre et de la demande entre la Californie et le Québec et du déplacement potentiel de capital vers la Californie. Mme Moisan a rappelé aux participants que le programme permet a des économies ayant des tailles et des objectifs différents de développer le système qui fonctionne le mieux pour eux pour répondre aux exigences de réduction des émissions de gaz à effet de serre. M. Rodriquez a ajouté que

de nombreux renseignements détaillés sur ces exigences sont offerts au public sur le site web du California Air Resource Board (commission californienne sur la qualité de l'air).

À 13 h 05, heure du Pacifique / 16 h 05, heure de l'Est, le Conseil a clos la partie publique de la réunion.

## **VI. Réunion des directeurs (fermée) pour discuter de questions relatives à l'approvisionnement et au personnel**

À 13 h 15, heure du Pacifique / 16 h 15, heure de l'Est, le Conseil a entamé une réunion des directeurs (fermée) pour discuter de questions relatives à l'approvisionnement et au personnel.

Toutes les questions ayant été traitées, la réunion des directeurs et la réunion du Conseil ont été levées sur consentement général à 14 h 03, heure du Pacifique / 17 h 03, heure de l'Est.

Le tout respectueusement soumis,

---

Jean-Yves Benoit, secrétaire